

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 70

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2666 - Prix : 1€

ÉDITORIAL

**Non à la démolition
des retraites !**

**Grenelle des violences
conjugales :** pendant
que l'État papote, des
femmes tombent sous
les coups *Page 3*

**Le PCR change de
tête... pour ne rien
changer** *Page 5*

**Visite du Pape dans
le sud-est de l'Océan
Indien :** L'église
catholique « aux côtés
des pauvres », mais
pas contre les
exploiteurs ! *Page 7*

**Travailleurs des
transports de
personnes en lutte**
Pages 8-9

Afrique du Sud

**Violences contre les
immigrés, un piège
pour les prolétaires
sud-africains** *Page 11*



Non à la démolition des retraites !

Le gouvernement a décidé de faire traîner en longueur la réforme des retraites. Après 18 mois de « concertations » et une dernière séance de discussions avec les syndicats, il lancera cette semaine un pseudo-débat de plusieurs mois. C'est une façon comme une autre de noyer le poisson et d'endormir les travailleurs.

Cette réforme est une nouvelle attaque, et de taille ! Que l'on parle d'âge pivot à 64 ans, comme l'a préconisé Delevoye, ou que l'on préfère, comme Macron, allonger la durée de cotisation, tous les futurs retraités seront perdants. Ils perdront d'autant plus que le mode de calcul de cette retraite par points fera dépendre la pension des salaires touchés tout au long de la carrière, et non plus des meilleures années. Quant à la valeur du point, le gouvernement se réserve le droit de la modifier !

De réforme en réforme, c'est toujours la même folie. Pour toucher une retraite complète, il faudrait rester au travail après 62 ans alors que la moitié des plus de 55 ans sont licenciés, mis au chômage ou en invalidité. Il faudrait avoir cotisé 43 ans alors que la précarité et les périodes de chômage sont devenues le lot commun. Le gouvernement parle d'égalité ? Mais ce sera l'égalité dans les sacrifices et dans les retraites de misère !

La prudence du gouvernement montre qu'il redoute les réactions populaires et ne veut prendre aucun risque avant les municipales. Il sait que le mécontentement exprimé dans le mouvement des gilets jaunes couve toujours et il craint une nouvelle explosion de colère. C'est la preuve que nous ne nous ferons respecter qu'en nous mobilisant.

Si Macron a trouvé urgent d'attendre, les travailleurs, eux, n'ont aucune raison de rester les bras croisés. Nous pouvons stopper ses attaques, à condition de nous rassembler et d'exprimer notre colère collectivement. À condition de nous faire craindre et nous pouvons le faire, avec nos armes de travailleurs, la grève et les manifestations.

Les salariés de la RATP seront les premiers à dire leur opposition à cette réforme le 13 septembre. Ils ont calculé qu'elle leur fera perdre, en moyenne, 500 € mensuels sur leur retraite et ils ne s'y résignent pas. Ils ont mille fois raison. Si leur grève est une réussite, ce sera un encouragement pour les travailleurs de tous les autres secteurs à faire de même et à répondre le plus nombreux possible à l'appel de la CGT et la CGTR le 24 septembre.

Les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter de se faire voler une partie de leur pension. Chaque euro pris au monde du travail ne sert qu'à arroser les actionnaires et à grossir les fortunes délirantes d'une minorité. Et plus grave encore pour l'avenir de la société, tous ces sacrifices ne servent au bout du compte qu'à alimenter un système financier hors de tout contrôle.

À chacune de leurs attaques, grand patronat et gouvernement expliquent la bouche en cœur qu'il s'agit de préserver l'avenir. À les en croire, ils suppriment des lits dans les hôpitaux pour sauver le système de santé. Ils réduisent les droits des chômeurs pour pérenniser le système d'allocations chômage. Ils s'acharnent contre les retraités pour garantir l'avenir du système... Mais ils ne savent même pas si dans un mois, dans six mois ou dans un an, leur économie sera encore sur pied !

Pas une semaine ne passe sans que les économistes bourgeois annoncent l'imminence d'un nouveau krach. Bulles boursières, bulle sur l'or, bulle immobilière... la spéculation fait rage parce que, dans ce capitalisme pourrissant, la finance rapporte plus et bien plus vite que tout investissement dans la production. La spéculation a accumulé une telle quantité de matière explosive que le moindre choc, la moindre incertitude ou de mauvaises prévisions peuvent agir comme un détonateur sur un baril de poudre.

Une nouvelle preuve de la dinguerie du système a été donnée jeudi dernier lorsque l'État français a emprunté en une seule journée 10 milliards dont plus d'un milliard à des taux négatifs. Autrement dit, les prêteurs de capitaux perdront de l'argent.

Oui, les capitalistes se ruent sur les dettes des États, qu'ils pensent être des valeurs sûres, quitte à perdre des millions, parce qu'ils se préparent au pire, c'est-à-dire à un nouveau krach. Un krach qui pourrait avoir des conséquences désastreuses pour toute l'économie.

Et c'est pour cette économie de casino que les travailleurs devraient se saigner ?

Seul le monde du travail est en mesure de mettre fin à ce système économique absurde. En se battant pour ses intérêts, en se battant justement pour que les richesses produites par les travailleurs servent aux salaires, aux emplois, aux retraites et à toute la société au travers des services publics.

Pôle emploi : emplois fantômes, chômeurs réels

La direction de Pôle emploi a annoncé l'affectation de 1 000 agents supplémentaires comme « conseillers entreprises » d'ici le 1er janvier 2020. Ces conseillers, chargés d'aider les entreprises à recruter, ne conseillent pas directement les chômeurs, mais les employeurs. Et ils seront remplacés auprès des chômeurs par... des travailleurs en CDD ! Belle façon de démontrer que, pour l'État, la précarité des contrats de travail doit devenir la norme.

Cette annonce fait suite à une

campagne gouvernementale et médiatique autour des 200 000 emplois qui seraient non pourvus dans le pays. Ce chiffre est monté en épingle pour faire croire que la principale cause du chômage serait le refus des chômeurs de travailler, comme si les responsables du chômage n'étaient pas d'abord et avant tout les patrons licencieurs ! Car pour que des emplois ne trouvent pas preneurs, il faut vraiment que les conditions en soient inacceptables, étant donné le chômage de masse qui touche le monde

du travail aujourd'hui.

Cette campagne antichômeurs va bien au-delà des mots : entre le durcissement des sanctions début 2019 et la diminution des indemnités suite à la dernière réforme de l'assurance chômage au mois de juillet, c'est une véritable guerre qui est menée aux chômeurs. En faisant pression sur eux, le gouvernement et le patronat veulent contraindre tous les travailleurs à accepter des conditions de travail et de salaire de plus en plus dégradées.

Grenelle des violences conjugales : pendant que l'État papote, des femmes tombent sous les coups

Une première journée de la déclinatoire locale du Grenelle des violences faites aux femmes s'est tenue le 3 septembre à la préfecture en présence d'associations de défense des femmes.

Ce premier Grenelle des violences conjugales se poursuivra jusqu'au 25 novembre. Ateliers de discussions, témoignages « d'experts pointus », synthèses, etc.

Bref, il sera beaucoup question de causeries mais peu de moyens pour aider réellement les femmes dans la détresse.

En effet, l'État ne mettra sur la table que 79 millions d'euros pour toute la France alors qu'il faudrait au moins dix fois plus pour la prévention, le dépistage, l'orientation et l'accompagnement des victimes, la protection juridique, la mise à l'abri d'urgence et le logement, la prise en charge sociale et médicale des enfants, etc.

La Réunion détient avec la Guyane et la Corse le triste record des violences faites aux femmes avec 50 femmes tuées par leur mari ou concubin depuis 2009.

Ce n'est pas avec ces sommes

dérisoires que les femmes seront mieux protégées et pourront échapper à leurs bourreaux.

Pour lutter contre ce fléau le gouvernement n'a à servir que de beaux discours ! En revanche il sait trouver de l'argent pour entretenir les capitalistes.

Bien des femmes se battent déjà contre les violences qu'elles subissent. Mais elles ne trouvent pas les aides suffisantes du côté des institutions. Et si les droits des femmes ont avancé dans le passé, ce

n'est pas grâce à des Grenelle mais aux luttes pour le droit à l'avortement, contre la tutelle des maris sur les épouses, pour l'égalité salariale.

Aujourd'hui comme hier, c'est la mobilisation des femmes et des hommes, dans le monde du travail et au quotidien, qui peut faire reculer cette oppression et, avec elle, la violence qui en est l'une des conséquences les plus barbares.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 13 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 14 SEPTEMBRE de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 28 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 29 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

Inégalités salariales femmes-hommes : les patrons n'ont rien à craindre



Les entreprises de 250 à 1 000 salariés ont obligation, depuis le 1er septembre, de publier un index mesurant à quel point elles ne respectent pas la loi censée imposer l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, la première loi en ce sens datant de 1972. Un dixième des grandes entreprises de plus de 1 000 salariés ne l'a d'ailleurs toujours pas fait, six mois après en avoir eu l'obligation.

Les entreprises qui ne se donnent pas une bonne note ne prennent guère de risque : elles s'exposent à des sanctions seulement si elles n'annoncent aucune mesure dans les trois

années qui viennent. Des annonces qui n'engagent pas à grand-chose...

Les femmes gagnent en moyenne 12 % de moins que les hommes à métier équivalent pour des temps complets, et 25 % de moins en tenant compte des temps partiels et de l'inégale répartition des métiers. En demandant à ces grands patrons de se noter eux-mêmes, alors que ce sont eux qui décident du montant des salaires, le gouvernement agit comme s'il demandait à des voleurs de se juger eux-mêmes...

À gauche toute ou marche arrière ?



Huguette Bello - Wikipédia - A. Busser

À l'approche des élections municipales de mars 2020 d'anciens maires et futurs prétendants de gauche prônent « l'union de la gauche ».

À Saint Paul, la députée PLR (Pour La Réunion) Huguette Bello a réuni au début du mois des membres du PS, d'EELV et de LFI. Y manquait le PCR. Mais celle qui selon son ancien parti avait « trahi la parole donnée », prétend que son ancien mentor Elie Hoareau lui apporte son soutien.

Dans le sud, l'ancien maire et ex-PCR Claude Hoarau repart en campagne contre, entre autres, son princi-



Claude Hoarau - Wikipédia

pal adversaire de droite Cyrille Hamilcaro, lui aussi maire déchu.

Hoarau, se voit comme seul rassembleur à gauche même s'il reconnaît que « *la grande alliance n'est pas encore bâtie* ».

Jean Hugues Ratenon, le député « insoumis » de la cinquième circonscription, n'en dit pas moins à propos de la nécessité de l'« union de la gauche » et du soi-disant « vote utile ».

Ainsi, eux tous veulent resservir aux classes populaires ce zembrocal maintes fois réchauffé qui a servi à leur faire avaler des coulevres et surtout une politique qui ressemble à

s'y méprendre à celle de la droite qui consiste à imposer des sacrifices aux travailleurs tout en octroyant des cadeaux par milliards au grand patronat dont ils servent les intérêts.

Bello, Ratenon, le PS, le PCR n'ont-ils pas supplié Hollande puis Macron de donner 28 millions d'euros au capitaliste Tereos sous prétexte de sauver la filière canne ?

Les élus de gauche n'ont-ils pas signé très récemment une lettre de supplication à Macron pour qu'il intervienne dans le rachat des enseignes Vindémia par le groupe Hayot ?

Dans le sens inverse, en 2009 lors du mouvement Cospar le PCR et Vergès qui était à tête de la Région n'étaient pas pour que les collectivités locales donnent 50 euros par mois aux travailleurs sous prétexte que c'était aux patrons de payer. Mais jamais ils ne se sont opposés à la LOOM, la LOPOM, etc. toutes ces mesures favorables aux capitalistes des Dom qui ont engrangé et qui engrangent toujours des milliards grâce à elles. Pire, pour certains ils ont voté ces lois à l'Assemblée ou au Sénat.

Alors, pour cette union de la gauche, les travailleurs ont assez donné.

Le PCR change de tête... pour ne rien changer

Wikimédia Commons



Vergès et Thien Ah Koon en 2010

Le dimanche 8 septembre une assemblée générale extraordinaire du PCR s'est tenue à Sainte-Suzanne. Il s'agissait pour le maire de cette ville Maurice Gironcel, qui faisait office de secrétaire général, de passer la main à Yvan Dejean le porte-parole du Parti.

Au cours de cette matinée, sans surprise, l'orientation nationaliste prise par le fondateur du PCR, feu Paul Vergès, a été réaffirmée, la lutte de classe effacée au profit de l'union de tous les Réunionnais. Cela fait bien longtemps en effet, qu'ont disparu des discours des mots comme « travailleurs », « exploitation », « chômage », « bas salaires ».

Après avoir rappelé les difficultés économiques et sociales en terme notamment de logement, d'éducation, de hausses des prix et d'incertitudes sur la filière canne, Julie Pontalba, ex-candidate aux européennes et aux législatives de 2017, concluait : « Nous devons maintenir l'unité du peuple réunionnais... nous entendons, chaque jour autour de nous, sur les réseaux sociaux, sur les ondes, sur les radios, les attaques envers tel ou tel groupe de personnes, la faute à untel si on n'a pas de logement, la faute à l'autre si on n'a pas de travail. » « Cette situation pourrait éclater, et remettre en question la cohésion »... « nous avons pourtant eu des propositions, nous avons expérimenté plusieurs lois qui n'ont résolu que partiellement et temporairement les problèmes », tels que la loi sur l'égalité sociale, la LOOM, la LODEOM, LEGOM, le livre bleu... »... « Il n'y a pas eu d'amélioration durable »... « nous

avons besoin d'un changement global, comme en 1946 où c'est tout simplement le statut de l'île qui a été changé. »

Donc la cause de la misère, du chômage ce n'est pas l'âpreté au gain des patrons et la course au profit capitaliste mais les pouvoirs dévolus ou pas aux institutions régionales. L'impasse pour ne pas dire l'absurdité évidente d'une telle perspective ne gêne pas la direction du PCR qui n'aspire qu'à prendre n'importe quelles commandes dans le cadre du système.

Et en effet, la question des élections municipales à venir fut naturellement le sujet essentiel de cette assemblée. Si le mot clé souligné dans la presse du parti est « alliance » le compte-rendu des discours laisse percer en filigrane certaines réticences aux alliances tous azimuts préconisées par la direction. « de nombreux débats ont lieu au sein du Comité central afin de donner les grandes lignes politiques et électives de cette élection et des prochaines. »

Il est arrivé que les alliances passées avec des hommes réputés ennemis du PCR aient pris au dépourvu les militants. C'est pourquoi Maurice Gironcel, se drapant derrière la statue du fondateur du PCR, opère ce rappel : « quand Pierre Lagourgue (droite), Paul Vergès et Camille Sudre (fondateur de radio Freedom) décident de se rassembler pour élaborer un plan de développement actif, pour nous ce n'est pas un zembrocal avarié ou un arrangement derrière la cuisine, mais bien ce que nous appelons nous, l'alliance. »

Maurice Gironcel a assuré qu'une telle alliance « n'est pas nouvelle pour le Parti Communiste Réunionnais ». Ce qui est vrai.

Au fil des ans et des élections, le PCR a cherché souvent des alliés à sa droite comme en 1986 où il entra dans la majorité à la Région aux côtés du président UDF Pierre Lagourgue, ou encore en 1988 avec Jean-Paul Virapoullé, un des dirigeants de la droite locale avec qui il

conclut une alliance pour faire élire à la tête du Conseil général un autre homme de droite.

Ces alliances électorales tous azimuts, comme celle qui amena Thien Ah Koon, un farouche adversaire des communistes à se retrouver sur la liste de Vergès aux élections régionales de 2010, déboussolèrent bien des militants et électeurs du PCR à qui le parti et son dirigeant tentèrent à chaque fois de faire avaler l'amère pilule en expliquant qu'il s'agissait de stratégies pour rester dans les instances dirigeantes et peser sur les décisions. Pire même, ces zigzags électoraux firent perdre du crédit à de nombreux militants dévoués et combattifs, crédit acquis au cours de luttes menées aux côtés des travailleurs et des petits planteurs.

Comme Vergès dans le passé, le PCR n'offre aux classes populaires aucune autre perspective que la voie des élections. Cette politique est une politique de collaboration de classes qui les a amenés à se faire accepter par les possédants de l'île au service desquels ils se sont mis, en particulier à la tête de la Région.

De la même façon dans les prochaines municipales, loin d'affirmer un programme, Maurice Gironcel a expliqué qu'il peut y avoir plusieurs cas de figure possible, « soit une tête de liste PCR, soit une liste conduite par un ou une membre d'un autre parti ou d'une personnalité sur laquelle peuvent se trouver des camarades ».

Tous sont en fait d'accord sur un point, ne pas remettre en cause les intérêts et le pouvoir économique du patronat. Ce choix de classe, ils l'assument sans complexe, mais en le cachant derrière leur prétention à vouloir « développer La Réunion ». En fait de développement, c'est celui de la bourgeoisie dont il s'agit.

Le monde du travail qui produit tout et fait tout fonctionner doit se débarrasser d'urgence de toutes les illusions électorales et renouer avec la lutte des classes afin d'offrir un avenir vivable aux générations futures.

Filière canne : Tereos pompe le fric

Le dernier chantage du groupe Téréos menaçant de liquider la filière canne à la Réunion va lui rapporter plus de 28 millions par an.

Pendant des semaines les politiciens de droite comme de gauche, les syndicats de planteurs et de salariés se sont tous unis pour demander à Macron de céder à ce chantage pour sauver les 2000 planteurs de canne et les emplois liés à cette filière.

Ce chantage n'est que le dernier d'une longue liste qui rapporte gros à chaque fois.

La valeur de la production de la filière canne est d'environ 146 millions d'euros. Pour maintenir cette production, les gros planteurs et les usiniers ont toujours exigé des subventions publiques. À chaque fois les intérêts des petits planteurs, des ouvriers agricoles, des ouvriers d'usine sont mis en avant pour justifier l'exigence de toujours plus de subventions. Mais à chaque fois ce sont les gros planteurs et les usiniers qui ramassent la mise.

Ainsi quand le petit planteur touche 81,08 euros par tonne de canne, l'usinier ne lui en paie que 38,26. Quand les 2000 planteurs bénéficient de 49 millions d'euros de subvention annuelle, l'usinier en récupère, lui, 97,8 millions. À cela, il faut rajouter 34,67 millions pour les aides aux investissements et 23,8 millions d'euros pour la réduction de



droit d'accise sur la vente de rhum. Sans doute encore quelques petites dizaines de millions supplémentaires au titre de la défiscalisation sous forme de crédit d'impôts...

C'est donc au moins 156 millions d'euros de subventions, voire beaucoup plus, qui se retrouvent dans les caisses de Téréos chaque année.

Cela fait des dizaines d'années que les usiniers et les gros planteurs exercent ce genre de chantage, gagnant à chaque fois des millions supplémentaires. Et tout cela avec le soutien et les interventions actives de toute la classe politique.

Si les usiniers et les gros planteurs s'enrichissent en toute impunité avec l'argent public et l'exploitation du travail, les petits planteurs eux sont de plus en plus nombreux à être ruinés. D'après les chiffres de la DAAF

(Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt) qui représente l'État, le nombre de planteurs est passé de 4500 en 2002 à 1900 en 2018.

L'État de la bourgeoisie, triche, ment et dilapide l'argent public au profit des riches précipitant l'ensemble du monde du travail vers la pauvreté et la misère. Si cette conscience se saisit des travailleurs ils sauront imposer que les ressources soient utilisées pour satisfaire les intérêts vitaux de la société et non pour maintenir les parasites du travail humain sous perfusion.

Des responsables politiques fondés de pouvoir des patrons réunionnais

Le rachat de Vindemia par le groupe antillais Hayot s'est fait au nez et à la barbe des capitalistes réunionnais. L'un deux, Caillé, fort mécontent de cette concurrence, se félicite, lors d'un interview au journal Le Quotidien de La Réunion du 9 septembre, de l'intervention de la classe politique auprès de Macron pour l'alerter sur le danger de situation monopolistique qui guetterait La Réunion. Ce courrier signé de tous les députés, présidents de région et de département (qu'ils soient étiquetés

LR, PS, PLR (dissidence du PCR) ou LFI a suscité l'enthousiasme de Caillé : « *C'est historique d'avoir réussi à les convaincre, c'est une performance extraordinaire !* ».

Ces propos sont exagérés car ce n'est pas la première fois qu'il bénéficie des bons soins de l'État.

Caillé possède, entre autres, les concessions Peugeot, Kia, Porsche et Jaguar, mais aussi Midas et Leader Price à La Réunion. Il était dans une mauvaise passe un certain temps, mais s'est « refait » avec l'aide de

l'État et des banques qui ont effacé une bonne partie de ses dettes, et en vendant ou en liquidant plusieurs de ses entreprises... et les emplois qui vont avec.

Mais enfin, si l'union sacrée de tous bords politiques se penche sur le berceau de ses profits c'est certes encore mieux pour lui !

Visite du Pape dans le sud-est de l'Océan Indien : L'église catholique « aux côtés des pauvres », mais pas contre les exploiters !

La visite du Pape François dans le sud-est de l'Océan Indien concernait tout d'abord deux pays dont le dénominateur commun est la pauvreté de l'immense majorité de leur population. Il s'agit du Mozambique, ancienne colonie portugaise, et de Madagascar, ancienne colonie française.

Ces deux pays ont été maintenus dans la dépendance et le sous-développement par leurs métropoles coloniales, mais leurs indépendances ne se sont pas traduites par une amélioration de la situation économique, éducative ou sanitaire de leurs populations.

Les partis ou cliques politiques qui les dominent détournent à leur profit et au profit des grands groupes capitalistes, occidentaux pour la plupart, les richesses agricoles et minières de leurs pays.

Les colonialistes européens ont laissé ces pays exsangues à leur départ, ils y ont maintenu des liens politiques et économiques qui font que le Mozambique continue aujourd'hui à commercer principalement avec le Portugal et Madagascar avec la France. Ces puissances impérialistes y ont aussi laissé leurs marques religieuses et, en l'occurrence pour ces deux pays, celles du christianisme.

La misère s'accompagne à peu près partout dans le monde de la présence religieuse. À défaut de partis communistes révolutionnaires capables d'entraîner les masses misérables, les travailleurs des champs et des villes sur le terrain de la lutte de classe pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie, il ne reste plus pour les déshérités, pour ne pas sombrer dans le désespoir, que de se rassembler autour des églises et leurs prêtres pour retrouver une certaine dignité.

Les capitalistes exploiters et les politiciens qui pillent les fonds publics s'arrangent bien volontiers de ce partage des tâches. À eux le pouvoir et l'enrichissement, aux églises, la consolation et une certaine tolérance aux critiques émises par les prêtres

contre le pouvoir en place et à certaines expériences d'auto organisation de la population si cela ne gêne pas leurs affaires et contribue à maintenir la paix sociale.

Ainsi en est-il à Madagascar de l'activité déployée depuis une trentaine d'années par un prêtre d'origine argentine, le père Pedro, qui s'est donné pour but de donner un toit aux milliers de misérables qui tentent de survivre au milieu d'une immense décharge située aux portes de la capitale, Antananarivo, au lieu dit Akamasoa (« bons amis » en malgache) en récupérant plastiques et autres ferrailles pour un salaire mensuel de 30 euros à raison de 12 heures de travail par jour. Il a contribué à créer là une ville nouvelle de 25 000 habitants dont les maisons sont cependant dépourvues d'eau courante, mais où les enfants ont droit à quelques années de scolarité. Cette expérience montre le courage et la solidarité dont sont capables les pauvres, mais il montre aussi tout de suite ses limites, car ce ne sont pas seulement quelques dizaines de milliers de Malgaches qui sont dans ce cas-là, mais des millions. Les trois quarts des 26 millions de Malgaches vivent en effet avec 2 euros par jour.

Et le père Pedro est bien incapable avec le peu de moyens dont il dispose, les collectes dans les pays riches, de mettre fin à la misère dans ce pays.

Il l'a d'ailleurs clairement reconnu en déclarant « *On s'est substitué à l'État* » et « *L'État a beaucoup d'argent, les grands organismes ont beaucoup d'argent. Où va l'argent ?* » et de continuer en disant : « Oui, je suis en colère contre les politiques qui ne font rien et qui ont tourné le dos à leur peuple. »

On peut le comprendre !

Quant au Pape, il n'a pas eu lui aussi de mots assez durs contre « *toutes les formes endémiques de corruption et de spéculation qui augmentent la disparité sociale* » et a prôné une « *meilleure répartition des*

revenus et la promotion intégrale de tous les habitants y compris les plus pauvres ».

Ça ne mange pas de pain ! Ce ne sont pas les leçons de morale qui vont intimider les capitalistes qui exploitent et saignent les travailleurs malgaches.

Ainsi le président Rajoelina, un des hommes les plus riches du pays, qui aime à se présenter comme un réformateur s'est bien gardé de prendre aucun engagement pour mettre au pas les exploiters. Il a juste demandé au souverain pontife de « prier pour le peuple Malagasy » pour qu'il garde « courage et résilience ». En clair pour que le peuple continue à souffrir en silence et accepte son sort.

Pour cela il peut compter sur l'église catholique dont le rôle a toujours consisté à détourner les opprimés et les exploités du chemin de la révolte et de la contestation sociale.

Et c'est en toute connaissance de cause que Rajoelina a accueilli sa « sainteté » François avec tous les honneurs dus à son rang de chef d'État et a mis à sa disposition 10 000 policiers pour encadrer malgré tout les masses mobilisées par l'église catholique. On ne sait jamais !



Grève des agents EDF le 19 septembre contre le démantèlement de l'entreprise

Après avoir épuisé les ressources financières d'EDF à force de rachat d'entreprises étrangères erratiques, de rémunération de ses actionnaires, en particulier de l'État, de cadeaux faits sur injonction de l'État français et de la commission européenne aux producteurs privés d'électricité, la direction de l'entreprise nationalisée voudrait faire payer la note à ses travailleurs en scindant l'entreprise en

deux entités. Une première partie restant dans le domaine public, le nucléaire, et tout le reste ouvert aux intérêts des spéculateurs financiers, c'est-à-dire privatisée.

Les agents d'EDF voient la menace venir de perdre leur sécurité d'emploi, leur grille unique des salaires et même leurs emplois.

Leurs syndicats réunis en inter-syndicale les appellent à la grève le

19 septembre pour s'opposer à ce projet dévastateur affublé du nom d'Hercule.

La direction d'EDF fait mine de montrer ses muscles, mais si la grève est massive, comme l'avait été il y a quelques années quand elle s'était mise en tête de supprimer le tarif préférentiel électrique à ses agents, elle pourrait bien être stoppée net et devoir mettre son plan à la poubelle !

Usagers, salariés d'EDF, mêmes patrons, même combat !

Les usagers domestiques d'EDF sont aussi victimes depuis des années de la course aux profits et des économies qui en découlent en matière de maintien des heures d'ouverture des agences qui ont été réduites au maximum, de fermetures de nombreuses agences d'accueil (à La Réunion par exemple, celle de Saint-Denis centre, celles de Saint-Louis et Saint-Jo-

seph). Ils sont victimes des augmentations importantes des tarifs EDF (+ 5,9 % en juillet et 1,23 % en août) bien supérieure à l'augmentation moyenne des prix et surtout des salaires, retraites et minima sociaux. Ils sont victimes de la politique de sous-traitance par l'allongement des délais de réalisations des réparations et travaux d'entretien sur le réseau,

des coupures pour non-paiement sans possibilité dorénavant d'échelonnement du paiement, etc .

Les petits usagers d'EDF sont donc, au même titre que ses agents, victimes de la politique de dérégulation et de recherche de profit menée par la direction du groupe. Leur combat doit être mené en commun et solidairement.

Travailleurs des transports de personnes en lutte

CITALIS

À Citalis (groupe Sodiparc), entreprise qui dessert les communes de la Cinor, les négociations avec la direction autour des salaires, contre les primes à la tête arbitraires, et les emplois de complaisance et les conditions de travail dégradées (vétusté des bus, agressions pendant le travail, etc) se sont soldées par un constat de désaccord.

La direction se refusant à prendre en compte les exigences des chauffeurs, leurs syndicats appellent ces derniers à la grève le 19 septembre si aucune avancée significative ne leur est faite dans les trois jours.

Les caisses de la Sodiparc, qui transporte chaque jour des dizaines



Grève Citalis en juin 2012

de milliers de voyageurs, sont pleines. Elle a les moyens de payer !

SEM ESTIVAL



Lundi 9 les conducteurs de bus de la Sem Estival à Saint-Benoît ont mis leur bus au point mort pour exprimer leur ras-le-bol de l'insécurité qui règne dans les bus, aux arrêts et dans les gares.

C'est une nouvelle agression contre un de leurs collègues quelques jours plus tôt qui a provoqué ce débrayage de presque tous les chauffeurs présents au dépôt de bus à Bourbier, dès la prise du travail à 4h30.

À la rencontre avec le directeur,

celui-ci n'a eu de cesse de répéter que les conducteurs ont « raison » à propos des agressions et des actes d'incivilité dont ils sont victimes, qu'il ne pouvait pas mettre un agent de sécurité ou un gendarme dans chaque bus.

Il a promis de « réfléchir » à des solutions sans annoncer de mesures concrètes pour répondre aux attentes des salariés si ce n'est de renouveler des « opérations coups de poings » avec les contrôleurs et de faire plus de com'. Mais en attendant, ces sont les conducteurs qui...prennent les coups !

Ceux-ci lui ont rappelé que de réunion en réunion ils remontent des informations à la direction mais que rien ne change à leur situation et leurs conditions de travail.

En effet, il y a bien des vigiles sur certains bus mais il ne sont que trois, parfois deux quand l'un est au repos, pour un secteur qui va de Sainte-Anne à Quartier Français. La plupart du temps, les conducteurs sont donc livrés à eux-mêmes et doivent aussi faire les médiateurs, etc.

Les chauffeurs roulent entre 4h30 et 20h30 alors que les bureaux, les gares routières ferment à 16h30, au mieux à 17h00. Qui appeler après ces heures en cas de problèmes rencontrés dans ou aux abords des bus ? Les conducteurs, notamment les conductrices, n'ont plus accès à des toilettes pendant toute la durée de leurs trajets.

Certains ont également pointé du doigt des anomalies sur les bus comme les feux, les compteurs qui ne fonctionnent pas toujours ou la poussière sur les tableaux de bord.

La direction parle beaucoup de service public mais les moyens pour permettre aux salariés de travailler dans des conditions d'hygiène et de sécurité correctes ne suivent pas.

La communauté de communes de l'est (Cirest) qui gère la Sem Estival préfère s'endetter au profit des entreprises privées de transport, de ramassages de déchets ou encore d'assainissement, etc.

L'argent public doit aller au service public utile à la population !

DANS LE MONDE

VENEZUELA

Non au licenciement de José Bodas !

José Bodas, militant ouvrier trotskyste, travaille chez PDVSA, Pétrole du Venezuela SA, depuis 31 ans. Il est menacé de licenciement car il a toujours défendu les intérêts des travailleurs en s'opposant au patronat, à la droite et aux manœuvres impérialistes, mais aussi en dénonçant les attaques antiouvrières du régime chaviste.

Bodas est un ouvrier de la raffinerie Puerto La Cruz, dans l'État d'Anzoátegui. C'est le secrétaire général de la Fédération unitaire des travailleurs du pétrole du Venezuela (FUTPV), élu de la liste Courant de

classe, unitaire, révolutionnaire et autonome (C-cura), qui s'oppose aux bureaucrates chavistes de la FUTPV.

En 2002, quand les dirigeants de PDVSA ont tenté de renverser Hugo Chavez en bloquant la fabrication et la distribution d'essence, Bodas et les ouvriers de la raffinerie de Puerto La Cruz s'étaient mobilisés contre ce putsch patronal. Pendant deux mois, les travailleurs, à l'initiative de Bodas, avaient géré l'entreprise et fait ainsi l'expérience que les travailleurs peuvent faire tourner une usine sans patron.

On cherche à l'écarter parce que

son courant d'opposition défend les droits des travailleurs, dénonce la gabegie de la gestion de PDVSA et l'opportunisme des bureaucrates syndicaux qui ont accepté la baisse des salaires et le non-respect de la convention collective, ce qui a contribué à plonger les travailleurs dans la misère.

De nombreux travailleurs et militants en particulier autour du C-cura protestent contre cette menace de licenciement à l'encontre de José Bodas. Il faut les soutenir.

La jeunesse en première ligne

La chef de l'exécutif hongkongaise, Carrie Lam, a annoncé le 4 septembre que le projet de loi sur les extraditions de suspects vers la Chine, à l'origine des manifestations, allait être retiré. Mais il n'est pas dit que ce retrait suffise à mettre fin au mouvement dont les revendications se sont élargies depuis.

Les manifestations ont pris un tour particulièrement violent le week-end du 31 août et 1er septembre à l'occasion de l'anniversaire du mouvement dit des parapluies de 2014. Équipés de casques, masques à gaz, cagoules mais aussi de barres de fer et de cocktails Molotov, dressant des barricades dans les rues huppées de la ville, des milliers de jeunes hongkongais se sont affrontés à la police malgré l'interdiction des manifestations.

Si la contestation semble toujours être populaire, les représailles contre les travailleurs qui ont fait grève, dans les transports publics, au sein de la compagnie aérienne Cathay Pacific ou encore parmi les 250 000 employés des banques ou des



assurances, pèsent lourd. Le PDG de Cathay Pacific a dû démissionner pour avoir laissé les employés faire grève. Le gouvernement chinois a exigé la liste de tous les grévistes, désormais interdits de vol en Chine.

Jusqu'à-là plutôt silencieux, les patrons des grandes sociétés hongkongaises, britanniques ou chinoises, multiplient les menaces contre leurs salariés qui participeraient aux manifestations ou feraient grève. De leur côté, les dirigeants occidentaux se contentent d'appels à « éviter les vio-

lences » ou à réprimer mais « avec humanité »... Cette crise qui dure depuis trois mois a fait chuter le tourisme de luxe et a des effets visibles sur les transactions de la place financière mondiale qu'est Hongkong.

La jeunesse de Hongkong ne trouvera aucun soutien du côté de Trump ou Macron, qui sont tout à fait prêts à faire des discours sur la démocratie, mais se préoccupent surtout de préserver les affaires et les profits des grandes entreprises dans la région.

GUADELOUPE

CHU – Pointe-à-Pitre : la grève continue

Au CHU de Pointe-à-Pitre en Guadeloupe, les agents de plusieurs services sont toujours en grève. Certains, comme ceux des Urgences, le sont depuis le 11 juillet. Le piquet est toujours présent le matin devant la porte, pour filtrer les entrées et organiser le service minimum. Cela en dépit de la condamnation en référé des syndicats UGTG et CGTG à 1 000 euros par jour de prétendu blocage.

Depuis jeudi 29 août, des rencontres ont lieu avec la direction, mais rien n'avance véritablement concernant les revendications. Pour l'instant, il s'agit d'un état des lieux qui liste les multiples problèmes des services : locaux insalubres et vé-

tustes, matériel de toutes sortes faisant cruellement défaut, insuffisance des effectifs de soignants. Les problèmes récurrents depuis de nombreuses années ont été aggravés par l'incendie survenu fin 2017.

20 millions d'euros d'aides ont été alloués par l'État après cet incendie mais le matériel commandé n'est pas encore arrivé. Mais, comme le dénoncent les grévistes, à quoi servirait du matériel neuf dans des locaux inexistantes, inadaptés ou insalubres ? Par exemple, la Néonatalogie et la Réanimation néonate, qui traitent les prématurés et les bébés fragiles, sont installées depuis l'incendie dans un sous-sol mal isolé d'un établissement voisin, la Polyclinique.

Rendre le CHU fonctionnel et sûr sans attendre l'achèvement de la construction du nouvel hôpital, prévu au minimum d'ici trois à quatre ans, nécessite un investissement conséquent que l'État ne lâchera pas sans une forte mobilisation des agents et de la population. Les deux grandes manifestations de soutien aux grévistes du CHU des 1er et 13 août, qui ont rassemblé chacune plus de 3 000 personnes et un meeting de plusieurs centaines de personnes devant le CHU, ont montré ce soutien populaire et inquiété la direction du CHU, l'ARS et l'État. Il est sûr que ces mobilisations et la détermination des grévistes pèseront dans le résultat des négociations.

Violences contre les immigrés, un piège pour les prolétaires sud-africains

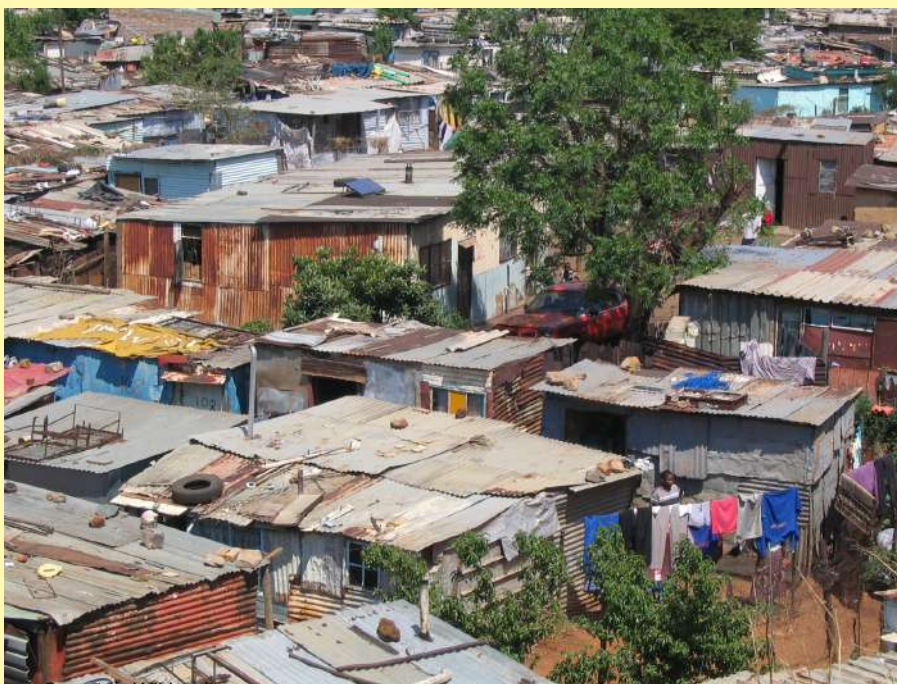
L'Afrique du Sud a été le théâtre en ce début septembre d'une nouvelle vague de violences xénophobes contre les travailleurs immigrés originaires d'autres pays africains et contre les petits commerçants étrangers, faisant plusieurs dizaines de morts et de nombreux blessés. Ces agressions ont créé la panique parmi les travailleurs étrangers dont beaucoup envisagent de quitter l'Afrique du Sud, à contre-cœur.

L'Afrique du Sud est le pays le plus développé du continent africain, mais la fin de l'apartheid en 1991 et la prise de pouvoir par l'ANC de Mandela en 1994 n'ont pas mis fin à l'exploitation et à la misère qui frappent toujours plus particulièrement la population noire.

Aujourd'hui, le chômage, qui est reparti à la hausse à cause de la crise du régime capitaliste mondial, affecte 7 % des Blancs, mais 37 % des Noirs sud-africains.

Les ghettos noirs n'ont pas disparu. Des millions de Noirs y vivent toujours dans des conditions de vie indignes, souvent sans eau ni électricité tandis que les riches, Blancs, mais aussi à présent Noirs, vivent dans le luxe le plus insolent dans des quartiers protégés.

Si les conditions de vie pour les Sud-africains pauvres sont dures, elles le sont encore plus pour les habitants des autres pays africains dont les économies sont beaucoup moins développées. Les miséreux de tous ces pays (du Nigéria à la République Centre Africaine) sont donc des dizaines de milliers à se rendre en Afrique du Sud pour tenter d'y améliorer leur sort. Ils y ont rejoint les immigrés des pays limitrophes de l'Afrique du Sud du Mozambique, du Lesotho et du Zimbabwe qui les y ont précédé, pour s'y engager en tant que mineurs, serveurs, ouvriers, hommes et femmes de ménage ou jardiniers pour des salaires inférieurs à ceux déjà bas des travailleurs sud-africains.



Soweto - Wikipedia

Comme partout dans le monde, c'est le patronat qui, en mettant les travailleurs en concurrence et en particulier les travailleurs immigrés avec ceux originaires du pays, tire son épingle du jeu et parvient à baisser les salaires pour faire plus de profits.

Ce sont les patrons sud-africains du transport routier qui profitent de la vulnérabilité des chauffeurs africains immigrés pour leur imposer des horaires déments et des salaires au rabais qui contribuent à en faire des ennemis des chauffeurs sud-africains condamnés au chômage.

C'est dans ce piège que sont tombés les Noirs pauvres sud-africains qui s'en sont pris physiquement à leurs frères de classe immigrés au lieu de s'en prendre à leurs exploiters communs, les patrons sud-africains.

Le gouvernement de l'ANC porte en l'occurrence une responsabilité majeure dans ces événements dramatiques parce que sa politique n'a jamais cessé, depuis qu'il est au pouvoir, de protéger et de faciliter les affaires de la bourgeoisie, qu'elle soit blanche ou noire.

On a pu le vérifier lorsqu'en août

2012, il a fait donner la troupe contre les mineurs noirs de Marikana en grève pour leurs salaires, faisant des dizaines de morts parmi les grévistes.

Suite aux dernières agressions xénophobes, la ministre de la Défense Nosiviwe Mapisa-Nqakula a ainsi déclaré que « *les forces de sécurité allaient s'attaquer aux patrons et entrepreneurs privés qui ne respectent pas les lois sur le travail et l'immigration* ». Une façon à nouveau de dire que c'est la présence des travailleurs immigrés qui est responsable de leurs malheurs alors que c'est le sous-développement même de leur pays découlant des choix de la bourgeoisie et du gouvernement sud-africains qui en sont la cause.

La seule façon de se sortir de cette fange par le haut pour les prolétaires d'Afrique, serait bien sûr qu'ils s'unissent autour de leurs revendications et leurs aspirations communes pour les imposer par la lutte à leurs ennemis communs, les patrons et leurs gouvernements.

Stop à la vie chère

Trois associations ont décidé d'agir contre la vie chère - 34 % de plus qu'en France - en se mobilisant devant les supermarchés avec des tracts et en s'adressant aux clients. Ceux-ci repartent, souvent, bien d'accord que les prix sont chers.

Au mois d'août, un collectif s'est créé avec l'associations Trop violans, les 500 frères et CLCV (Association de consommateurs) contre la vie chère. Il dénonce aussi le monopole de quelques familles békées sur la grande distribution. Le samedi 3 août, le collectif a bloqué un commerce appartenant à la famille

Despointes. Celle-ci qui possède de nombreuses enseignes en Guyane souhaite racheter une nouvelle société. Le collectif note qu'avec une position dominante renforcée, elle pourra augmenter les prix.

Le samedi 10 août, le collectif a manifesté pour sensibiliser la population. Et le dimanche 25 août 2019, il a bloqué les accès devant l'hyper-marché Carrefour de Matoury, détenu par la famille Hayot. Le dimanche 1er septembre également les militants du collectif ont bloqué un supermarché dont le parking est resté vide. Les membres du collectif pensent conti-

nuer leur action contre la vie chère. La Haute autorité des prix qu'ils ont rencontrée aurait estimé que les prix sont « corrects à partir du moment qu'il y a des clients ». Au même moment, devant les rayons quasi-vides des Écomax, les clients s'inquiètent de la disparition de magasins pas trop chers. Les 61 employés des dix magasins Écomax, tout comme d'ailleurs ceux des 30 Écomax en Guadeloupe et 20 en Martinique craignent de se retrouver bientôt à la rue.

**Diner Dansant
de
Lutte ouvrière**

le 5 octobre 2019

**Réservez vos
places dès
maintenant
auprès de nos
militants !**



Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière
BP 184
97470 SAINT-BENOÎT
e-mail :
contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576
Directeur de publication : Didier
Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282